

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Arrêtons le massacre !

- Politique -

Date de mise en ligne : jeudi 3 avril 2014

Démocratie & Socialisme

Le résultat des élections municipales est catastrophique.

Nous, socialistes, venons de perdre 10 villes de plus de 100 000 habitants, 40 villes de 30 000 à 100 000 habitants et 105 villes comptant entre 9 000 et 30 000 habitants.

Nous avons conservé des villes comme Paris, Lyon ou Lille mais les communautés de communes auxquelles elles appartiennent auront le plus grand mal à rester à gauche.

L'abstention du peuple de gauche a atteint des sommets.

Les « triangulaires » qui nous permettaient autrefois de sauver la mise n'ont que très rarement aidé la gauche. Nous avons, pour la première fois, perdu de très nombreuses villes dans le cadre de « triangulaires » voire de « quadrangulaires ».

Pire, le Front National a gagné 11 municipalités dont celle du 7^e arrondissement de Marseille, l'un des arrondissements (155 000 habitants !) les plus populaires, les plus ancrés à gauche de la ville.

La responsabilité de la catastrophe incombe avant tout à la politique menée par notre Président de la République et par son gouvernement

Partout, les militants comme les élus se sont battus pied-à-pied contre la droite et l'extrême-droite. Des erreurs ont, bien sûr, pu être commises dans la gestion des villes comme au cours des campagnes électorales mais il n'est pas possible de perdre autant de villes sans qu'un puissant facteur national n'intervienne.

Des villes ont pu être sauvées et certaines - fort peu - ont pu être gagnées mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt : nous avons reçu une raclée mémorable et injuste pour nos élus municipaux et nos militants.

L'ancien premier ministre l'a d'ailleurs reconnu : « *C'est une défaite pour le gouvernement. J'y prends toute ma part. Ces élections ont été marquées par la désaffection significative de celles et ceux qui nous ont fait confiance en mai et juin* ».

Grande, en effet, est la déception de ceux qui avaient voté pour François Hollande à la suite de son discours du Bourget et de son affirmation « Mon ennemi, c'est la Finance » !

Grande, également, est la colère de tous ceux (chez Goodyear, Arcelor-Mittal, PSA, la Redoute, FagorBrandt, les abattoirs bretons...) qui avaient cru que la gauche sauverait leurs emplois. Il suffit d'observer les résultats des municipales à Amiens, Hayange, Aulnay, Roubaix, Vendôme, La Roche-sur-Yon, Quimper, pour constater l'étendue des dégâts.

Droit dans le mur !

Nous l'avions dit et répété lors de notre dernier congrès, fin 2012 : si notre gouvernement ne change pas de politique, nous irons droit dans le mur !

Nous n'avons pas suffisamment été entendus et c'est, hélas, ce qui vient d'arriver. Plus vite, d'ailleurs, que nous ne le pensions car nous avons encore l'espoir que les municipalités de gauche pourraient être relativement épargnées.

Il faut, maintenant, être conscients que le mur des élections municipales n'est que le premier mur que nous allons rencontrer si nous ne changeons pas de politique. Dans ce cas, la sanction risque fort d'être beaucoup plus sévère lors des élections européennes de mai prochain.

Essayons d'imaginer ce que signifierait le séisme politique qui verrait le Front National l'emporter sur notre parti. Sans changement de cap de notre politique nationale, les dominos risqueraient alors de tomber les uns après les autres : du Sénat aux Conseils généraux et passant par les Conseils régionaux. En 2010, la droite s'était retrouvée avec une seule région sur 22 en France métropolitaine : ne croyons pas que nous soyons à l'abri d'une telle mésaventure. Il n'y a pas de miracle en politique : quand on tire contre son camp, il ne faut pas attendre que ce camp vous soutienne.

Un remaniement ministériel sans un changement profond de politique ne servira à rien

Les médias amuseront le tapis pendant quelques jours avec les ministres qui partent et ceux qui arrivent mais cela ne changera strictement rien et les élections à venir seront toujours aussi risquées.

C'est pourtant, hélas, ce qui nous pend au nez si nous en croyons la déclaration de Michel Sapin : « *L'important, c'est de ne pas lâcher l'objectif qui est de faire diminuer le déficit de la France. Cela ne changera pas* ».

Pierre Moscovici a été encore plus glaçant : « *Cette défaite, c'est le prix du courage des réformes que nous avons entreprises* » !

Les déclarations du Premier secrétaire de notre parti, Harlem Désir, vont encore plus loin : « *Il y a une demande de résultat, sur l'emploi surtout. Les Français attendent que nous mettions en application notre politique. Le pacte de responsabilité doit entrer en application* ».

Michel Sapin affirme qu'il ne faut surtout pas changer de politique, Pierre Moscovici estime que la défaite catastrophique que nous venons de subir est due au courage que nous aurions à appliquer cette politique et Harlem Désir demande de l'accélérer ! Arrêtons le massacre !

Le libéralisme sème à la fois le désordre et le besoin d'ordre

Comme toujours - c'était déjà le cas dans les années 1920 - le libéralisme, même mâtiné d'un peu de « social » - sème l'insécurité sociale, le chômage, la précarité, la misère et la peur de l'autre. Il sème aussi le besoin d'ordre quand tout vacille autour de soi.

C'est à ce seul « besoin d'ordre » que François Hollande a tenté de répondre en nommant Manuel Valls Premier ministre en dépit (ou à cause ?) de ses prises de position contre les 35 heures, en faveur de la TVA sociale, de sa

volonté de changer le nom du Parti Socialiste en gommant le mot « socialiste », de ses propos contre les Roms.

Cela risque fort de n'être que reculer pour mieux sauter car en agissant ainsi, François Hollande se refuse à prendre le mal à la racine. La politique libérale dictée par le Medef et la Commission européenne continuera à semer le désordre social et d'autres (à droite et à l'extrême-droite) seront rapidement jugés plus aptes que la gauche à assurer l'ordre. L'original finit toujours par être préféré à la copie.

Alors qu'il aurait fallu changer radicalement de politique et élargir le gouvernement au Front de gauche pour rassembler toute la gauche, le « gouvernement de combat » (contre qui ?) de Manuel Valls se fait sans EELV et n'est plus, à l'exception de Christiane Taubira et une radicale, qu'un gouvernement PS-PS dont la base sociale et électorale se réduit comme peau de chagrin.

Changer de cap, maintenant !

Si nous voulons pouvoir sauver l'élection européenne, notre majorité au Sénat les Régions et les Conseils généraux où nous sommes majoritaires, il faut, au contraire, que notre Président de la République change immédiatement de politique.

Il faut avoir le courage politique de s'opposer à Angela Merkel. La France est la 2e puissance économique de l'Union européenne. C'est un morceau très difficile à avaler. Si François Hollande en avait la volonté, il pourrait (comme nous le demandions lors du débat sur l'Europe en 2013) prendre la tête d'une opposition européenne à la politique d'Angela Merkel. Une politique qui, elle aussi, mène l'Union européenne droit dans le mur.

Il faut avoir le courage de s'opposer au Medef, de mettre fin à un « pacte de responsabilité » qui fait cadeau de 50 milliards d'euros au Medef sans que ce dernier ne daigne s'engager à la moindre contrepartie précise en termes d'emploi et que, bon an, mal an, les actionnaires des sociétés françaises empochent de 100 à 200 milliards d'euros de dividendes, selon que l'on compte en brut ou en net. Notre gouvernement ne peut même plus s'abriter derrière la « démocratie sociale » puisque 3 syndicats dits représentatifs sur 5 (CGT, FO et CGC) refusent de signer ce pacte.

Arrêtons de décourager notre électorat en bloquant le Smic, la valeur du point dans la fonction publique, en allongeant la durée de cotisation pour la retraite, en cassant l'Inspection du travail, en ne prenant aucune disposition législative sérieuse contre les licenciements ou le travail précaire, en ne cherchant pas à mobiliser les salariés contre la décision du Conseil constitutionnel de censurer la « loi Florange » qui visait à entraver la fermeture d'un site rentable.

Agissons pour que notre gouvernement change de cap et mette résolument la barre à gauche !

Près de 40 % des membres du Bureau National ont demandé un changement de la politique de notre gouvernement. Appuyons-les en signant massivement cet appel.

De nombreux députés de notre parti envisagent de ne pas voter le « pacte de responsabilité » s'il n'est pas profondément remanié. Appuyons fermement leur démarche. Interpellons nos députés et demandons-leur de prendre position.

Partout, dans nos fédérations, dans nos sections, faisons voter des résolutions demandant à François Hollande et à

Arrêtons le massacre !

son gouvernement de changer de politique.

Participons aux mobilisations clairement dirigées contre la politique du Medef, contre les licenciements, pour l'augmentation des salaires.

Aidons François Hollande à réussir, à ne pas rester sourd au message qui vient de lui être envoyé au 1er comme au 2e tour des Municipales et, donc, à en revenant dans les plus brefs délais à la feuille de route fixée, en 2012, au Bourget.